



DGFIP artificielle

L'intelligence artificielle devient le nouveau gadget 4.0 pour justifier les nouvelles suppressions de postes à la DGFIP

L'UTILISATION DES IA est souvent un leurre techniciste pour effectuer un travail de masse. La technicité des agents reste primordiale. La création du chatbot AMI sur l'espace particulier est présentée comme un service innovant pour le contribuable alors qu'un accueil de proximité serait bien plus efficace pour répondre à des situations complexes.

L'UTILISATION DES IA est un moyen pour les entreprises privées de vendre des services à prix d'or par l'entremise de marchés publics. L'arrivée de groupes comme Google dans le cadre du Foncier Innovant n'est pas acceptable et pose question quant à la souveraineté numérique de l'État et de la DGFIP en particulier. Et que dire des considérations éthiques à faire

appel à des géants numériques souvent bien meilleurs pour éluder l'impôt que pour servir l'intérêt général.

L'UTILISATION DE L'IA devient l'alpha et l'oméga des politiques publiques au point qu'elle en devient un objectif. Pourquoi imposer un quota de 50 % de programmation issue de la MRV alors que nos agents ont la formation, la technicité et la connaissance du terrain permettant d'augmenter sensiblement la qualité et les résultats du contrôle fiscal ?

L'UTILISATION DE L'IA est imposée aux agents sans aucune forme de concertation. Elle automatise les missions du CHD et modifie drastiquement les conditions de travail des agent-es sans les y associer.

Solidaires Finances Publiques exige la fin de l'opacité sur les techniques d'intelligence artificielle conduites à la DGFIP.

A l'heure où la DG ose annoncer une reconnaissance de l'engagement des agentes et des agents, sans moyens véritables et sous la forme d'une pauvre prime pour la seule année 2021, il est urgent et essentiel de revendiquer de vraies mesures, de vraies revalorisations.

A l'intelligence artificielle qui nous est imposée sans jamais y associer les personnels, opposons une grève réelle.

Toutes et Tous en Grève le 5 octobre